

Nouvelles HRWG de janvier 2018

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme (HRWG)

Traduction française : Myriam Erwin

Suite au décès subit, survenu le 24 octobre 2017, de Mme Cristina Bianchi, co-responsable de la traduction en français des HRWG News, la parution en français a pris du retard. Nous prions nos lecteurs francophones de nous en excuser.

Commentaire.

Avez-vous lu l'article sur les deux jumeaux de sexe mâle, nés à quatre minutes d'intervalle, et dont l'un est citoyen américain alors que l'autre ne l'est pas ? Non ? Alors, voici en bref l'histoire: un couple homosexuel, marié légalement, vivait au Canada. Un des conjoints avait la double citoyenneté américaine et canadienne, l'autre avait la nationalité israélienne. Pour satisfaire leur désir d'enfant, ils recoururent à un don d'ovules, fécondés avec le sperme des deux donneurs. Une mère porteuse "porta et mis au monde" leurs jumeaux au Canada, il y a 16 mois de cela. Le couple décida de s'installer en Californie et se rendit donc auprès du consulat américain de Toronto afin de faire établir des passeports américains pour leurs fils. Ils déposèrent à cette fin leur certificat de mariage et les certificats de naissance des jumeaux. Selon le compte-rendu du *Los Angeles Times*, l'employé consulaire déclara qu'en vertu de la Loi américaine sur l'immigration et la nationalité, "un lien du sang entre l'enfant et le parent de nationalité américaine" est requis "pour que le parent puisse transmettre sa citoyenneté américaine". Cet employé informa le citoyen américain qu'il "devrait se soumettre à un test ADN pour prouver son lien biologique avec chaque jumeau." Les résultats du test démontrèrent que l'un des jumeaux était le fils biologique du citoyen américain alors que le second était le fils biologique du citoyen israélien. Sur la base de cette information, l'administration américaine remit un passeport américain pour l'un des enfants et refusa à son frère la nationalité américaine. Le couple, qui vit actuellement en Californie, a porté plainte contre le gouvernement des États-Unis. <http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-ln-twins-citizenship-20180127-story.html>

Réfléchissez un instant au nombre de bébés qui peuvent être nés hors d'un système de filiation contrôlé : les couples hétérosexuels, par exemple, qui recourent à la procréation médicalement assistée à l'étranger; ou bien l'époux, qui détient la nationalité du pays, mais dont l'épouse, de nationalité différente, conçoit un enfant avec un tiers également de nationalité étrangère, alors même que de nombreuses juridictions nationales considèrent que l'époux est le père des enfants de sa femme ... Les possibilités sont aujourd'hui presque infinies. Quel fonctionnaire consulaire ou officier de l'état-civil aurait par le passé ne serait-ce que songé à demander la preuve documentée de la parenté biologique ?! L'usage courant des tests génétiques a fait apparaître un élément nouveau : le 'record' du test ADN (la documentation probante représentée par le test ADN).

Les archivistes ont longtemps affirmé que la connaissance du passé est importante pour être en bonne santé, que cela concerne la santé d'un individu ou même d'une nation. Les 'records' issus des tests génétiques mettent en doute cette affirmation. Les personnes qui se soumettent à un test génétique obtiennent des données scientifiques sur la composition des gènes dont ils sont porteurs. Les entreprises commercialisant les tests leur fourniront une liste des pays ou des régions dont les caractéristiques génétiques prédominantes correspondent à leur génome. Ainsi que le *Washington Post* le rapportait récemment, les résultats inattendus de tests ADN susciteront "une série d'émotions", de la joie au déni, en passant par la curiosité.

https://www.washingtonpost.com/local/social-issues/they-considered-themselves-white-but-dna-tests-told-a-more-complex-story/2018/02/06/16215d1a-e181-11e7-8679-a9728984779c_story.html?utm_term=.65723a923a45

La capacité d'étudier l'ADN de personnes décédées grâce aux techniques d'"ingénierie inversée" (voir ci-dessous, s.v. "Dossiers médicaux"), l'ambitieux projet du Forum Économique Mondial de créer une base de données du matériel génétique de l'ensemble du vivant (ibidem) ainsi que le projet du Guatemala de créer une base de données recensant des génomes au niveau national (s.v. Guatemala) montrent que le questionnement sur l'identité personnelle continuera certainement. Si des archives comme celles du Comité International de la Croix-Rouge commencent à archiver des données génétiques en quantité, les archivistes garderont un rôle central pour les hommes qui recherchent dans l'histoire des leurs leurs propres racines génétiques et géographiques et celles de leurs familles.

Nouvelles HRWG. Nous avons le plaisir d'annoncer que la revue d'archivistique italienne en ligne, *Il Mondo degli Archivi*, grâce au projet commun de l'Association nationale des archivistes italiens ANAI, de l'Institut Central pour les Archives, et avec le soutien financier de la Direction générale des Archives d'Italie, a pris en charge la distribution des *Nouvelles HRWG*, gérée auparavant par l'UNESCO.

Pour s'abonner aux *Nouvelles HRWG*, consulter l'URL : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué pour le bénéfice de nos lecteurs à cette évolution ! Nous vous sommes tous très reconnaissants.

Un groupe de travail ad-hoc, constitué de représentants des institutions d'origine et des institutions hôtes, gouvernementales et non gouvernementales, de l'ICA et du Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme, a élaboré les "Principes directeurs concernant l'hébergement en lieu sûr des archives en péril." Cette prise de position pour consultation peut être consultée [ici](#). Le Groupe de Travail a également rédigé une proposition de [commentaires sur les Principes](#), lesquels expliquent l'objectif visé par chaque principe et formulent des propositions pour leur implémentation. L'ICA fera un commentaire officiel sur les Principes par la voix de son organe directeur élu. Tout commentaire du public est le bienvenu. Les commentaires doivent être envoyés à Rahel von Arx (rahel.vonarx@swisspeace.ch) jusqu'au 28 février.

L'index des matières des *HRWG News* de 2017 (version anglaise) peut être obtenu auprès de trudy@trudypeterson.com.

Nouvelles internationales.

Cour de justice de l'Union européenne. Un homme originaire du Nigéria demanda en 2015 l'asile en Hongrie, alléguant qu'il risquait la persécution dans sa patrie du fait de son homosexualité. Les services d'immigration hongrois soumièrent le requérant à des tests psychologiques, entre autres "le test du dessin d'une personne sous la pluie" et le "test de Rorschach" [interprétation de taches d'encre]. Le psychologue désigné par le gouvernement arriva à la conclusion que le requérant n'était pas homosexuel et la demande d'asile fut rejetée. La Cour a jugé que si les autorités nationales peuvent recourir à ce genre de test, "recourir au rapport d'expertise établi par un psychologue pour déterminer l'orientation sexuelle du requérant d'asile constitue une interférence avec le droit du demandeur au respect de sa vie privée" et que les rapports psychologiques ne devraient pas fonder seuls un jugement dans une procédure d'asile.

<http://news.trust.org/item/20180125110854-b2gg9>;

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2018-01/cp180008en.pdf>

Cour permanente d'arbitrage. Dans le contentieux les opposant à une marque multinationale de vêtements, deux fédérations de syndicats ont obtenu au Bangladesh

un accord conforme aux conditions-cadres du Bangladesh Accord on Fire and Building Safety. La société paiera \$ 2 millions “en vue de remédier aux risques dans plus de 150 usines de confection vestimentaire” et versera une contribution de \$ 300'000 au fonds syndical de soutien. Le nom de la multinationale n’a pas été communiqué. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2017-12. <https://business-humanrights.org/en/bangladesh-unions-reach-settlement-with-apparel-brand-following-delays-over-fixing-hazards-at-its-factories>

Nations Unies. Après avoir recueilli des témoignages d’employés des Nations Unies dans “plus de 10 pays” et avoir consulté “des documents internes,” le *Guardian* a rapporté que l’ONU “a permis la prolifération des actes de harcèlement et d’agression sexuels dans ses bureaux à travers le monde.” L’ONU a informé que son secrétaire général avait nommé un “défenseur des droits des victimes” et établi un groupe de travail de haut niveau sur le harcèlement sexuel “afin d’examiner les politiques et de renforcer les enquêtes”. L’ONU mènera une enquête “pour mesurer l’ampleur” du problème et “mettra en place une ligne d’assistance pour les personnes en quête de conseil.” https://www.theguardian.com/global-development/2018/jan/18/sexual-assault-and-harassment-rife-at-united-nations-staff-claim?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=261122&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Monde / Nouvelles générales.

Archives d’entreprise. “Corporate Surveillance in Everyday Life”, un rapport établi par un institut de recherche à Vienne, en Autriche, “révèle les pratiques actuelles et les flux de données qui circulent entre les compagnies.” Selon les auteurs du rapport, deux aspects de la surveillance et du profilage à des fins commerciales sont tout particulièrement inquiétants: (1) le tri social généralisé et (2) la persuasion guidée par les données. Le premier classe les consommateurs en catégories, ce qui “peut conduire à un cumul en matière de désavantage, de discrimination et d’exclusion, et renforcer, voire aggraver, les inégalités existantes” ; la seconde est “un outil puissant, mis en œuvre pour influencer systématiquement le comportement des gens”. <http://crackedlabs.org/en/corporate-surveillance>

Le géant ExxonMobil, confronté à l’action judiciaire menée par plusieurs villes et comtés de Californie, a menacé d’après *CNN* “d’engager à son tour des poursuites judiciaires pour un ‘abus de pouvoir gouvernemental’ supposé”. La société pétrolière et gazière a déclaré “avoir des motifs de croire que les fonctionnaires municipaux pourraient ‘dissimuler, voire même potentiellement détruire des preuves.’” *CNN* a noté qu’une étude universitaire récente a révélé qu’“Exxon a publiquement mis en doute pendant près de 40 ans les dangers d’un changement climatique alors même que le personnel scientifique de la société reconnaissait la menace grandissante.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2017-08 et 2017-12. <http://money.cnn.com/2018/01/09/investing/exxon-climate-change-california-san-francisco-oakland/index.html>

La Ville de New York City a annoncé vouloir “désinvestir d’ici cinq ans les avoirs de la Ville confiés aux sociétés d’investisseurs propriétaires de réserves en combustibles fossiles” et a engagé une action judiciaire contre les “cinq plus grandes compagnies de combustibles fossiles détenues par des investisseurs et identifiées à l’aune de leurs contributions au réchauffement global” - BP, Chevron, ConocoPhillips, ExxonMobil et Royal Dutch Shell. Le communiqué de presse officiel fait référence à des “documents récemment découverts”, lesquels “prouvent clairement que l’industrie était tout à fait consciente des effets [sur le climat] de la combustion de carburants fossiles” (se référant apparemment aussi à l’étude signalée par *CNN*). <http://www1.nyc.gov/office-of-the-mayor/news/022-18/climate-action-mayor-comptroller-trustees-first-in-the-nation-goal-divest-from#/0>

Un juge de l’État de Washington a ordonné la tenue d’un nouveau procès dans le cas d’un homme supposé être décédé suite à une infection causée par l’utilisation d’un duodéno-scopie contaminé, fabriqué par la société japonaise Olympus. Le juge a déclaré que l’entreprise “avait échoué à communiquer correctement des courriels internes, qui

signalait en 2008 déjà des problèmes de sécurité liés à la reconception de l'instrument médical", ceci cinq ans avant le décès de la victime en 2013, rapporte le *Los Angeles Times*. <http://beta.latimes.com/business/la-fi-olympus-scopes-outbreak-emails-20180118-story.html#nws=mcnewsletter>

Confidentialité. La société VTech Electronics, établie à Hong Kong, a réglé son litige avec la Federal Trade Commission des États-Unis. La Commission avait accusé Vtech de vendre des jouets connectés à Internet, collectant des informations personnelles sur les enfants, "sans en informer directement les parents ni requérir leur consentement", et de ne pas avoir "pris les mesures raisonnables pour sauvegarder les données collectées." L'amende est peu élevée : \$ 650'000.- ; VTech devra également "implémenter un programme complet de sécurité des données, lequel sera soumis à des audits indépendants pendant 20 ans." Le Canada enquête actuellement aussi sur la société. <https://www.ftc.gov/news-events/press-releases/2018/01/electronic-toy-maker-vtech-settles-ftc-allegations-it-violated>

Dossiers médicaux. Le Forum Économique Mondial a annoncé "un partenariat ambitieux pour séquencer le génome de toutes les espèces vivantes sur Terre et créer une bioéconomie inclusive" rapporte l'*Eurasia Review*. Le projet, intitulé the Earth Bio-Genome Project, "construira une plateforme numérique ouverte, globale, publique, qui enregistrera et cartographiera le patrimoine génétique du vivant en recourant à la technique de la blockchain. Cette banque des codes génétiques enregistrerait la provenance, les droits et les obligations associées aux espèces vivantes (leur propriété intellectuelle), afin de suivre à la trace leur source et leur utilisation." Une démonstration de la faisabilité serait faite avec un projet pilote dans le bassin amazonien. L'article note que "le cadre réglementaire, les principes de gouvernance et de partage des données ainsi que les protocoles devront être développés." http://www.eurasiareview.com/23012018-new-partnership-aims-to-sequence-genomes-of-all-life-on-earth/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

L'organisation Santé Mentale Europe et le Tizard Centre de l'Université du Kent ont publié un rapport sur l'état des services de santé mentale en Europe. Les chercheurs ont utilisé aussi bien les données publiques que les témoignages personnels pour étudier les pratiques institutionnelles courantes dans les systèmes de santé de 36 pays européens. *The Lancet* écrit dans son éditorial : "La pratique courante, dans les services de santé mentale de nombreux États européens, de la coercition et des abus, en violation des droits de l'homme, est une situation honteuse au 21^{ème} siècle." [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)30108-9/fulltext?dgcid=etoc-edschoice_email_Jan](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)30108-9/fulltext?dgcid=etoc-edschoice_email_Jan)

Medicaid est le programme du gouvernement des États-Unis qui couvre les soins médicaux des personnes au revenu et aux moyens limités. Grâce aux "données Medicaid, collectées sur une décennie, d'1.4 million de femmes qui accouchèrent pendant cette période", les chercheurs ont découvert que l'ingestion durant le premier trimestre de grossesse d'un médicament couramment utilisé contre les convulsions (topiramate) "pouvait augmenter le risque de donner naissance à un enfant avec une fente labiale ou palatine", relatent les *HealthDay News*. https://www.upi.com/Health_News/2017/12/27/Widely-used-epilepsy-drug-may-raise-risk-for-birth-defects/5621514408947/

Le comité JASON est un groupe de scientifiques américains chargés de conseiller le gouvernement fédéral des États-Unis sur des questions scientifiques et technologiques. Selon un article de *Secrecy News*, le groupe a déclaré, dans un nouveau rapport sur "Artificial Intelligence for Health and Health Care", que l'intelligence artificielle contribuera dans l'avenir aux "changements en profondeur" dans la santé et les soins de santé. Les développements futurs "dépendront de l'accès aux données personnelles sur la santé". JASON mentionne le projet des U.S. National

Institutes of Health “visant à développer une cohorte de plus d’un million de personnes à travers les États-Unis, qui soient volontaires pour partager des informations sur leur biologie, leur style de vie et leur environnement à des fins de recherche.” Ce projet “a immédiatement reconnu qu’aucune procédure de dépersonnalisation des données (anonymisation) ne garantira la protection de la vie privée des participants au projet.” https://fas.org/irp/agency/dod/jason/ai-health.pdf?utm_source=Secrecy+News&utm_campaign=dcb805d834-EMAIL_CAMPAIGN_2018_02_01&utm_medium=email&utm_term=0_654cfcc056-dcb805d834-222161509

Comme pour prouver les prédictions de JASON, des chercheurs ont travaillé sur “160’000 dossiers de patients adultes et mineurs” de deux hôpitaux californiens et ont développé un programme informatique d’intelligence artificielle capable de prédire le décès des patients hospitalisés “avec un taux de précision incroyable de 90%”, selon le *Sunday Express*. Les scientifiques ont déclaré espérer que ce système “permettra une meilleure prise en charge des patients hospitalisés en fin de vie.” <https://www.express.co.uk/news/science/907166/ai-predict-when-you-will-die>

Une équipe de scientifiques “a reconstruit en Islande une partie du génome d’un homme décédé en 1827 à partir des génomes de 183 de ses descendants”, en recourant à l’“analyse génétique et à des vérifications généalogiques”, annonce le *Science Alert*. Ce serait “la première fois que le génotype d’une personne a été reconstruite sur la seule base des données de ses descendants plutôt qu’au moyen de ses restes physiques.” Les scientifiques ont concédé que “les sources généalogiques islandaises complètes”, le fait que le sujet était d’origine africaine par sa mère (il s’agissait du premier homme d’ascendance africaine connue “à avoir mis pied en Islande”), ainsi que “l’état complet de la base de données nationale sur les génomes des habitants” avaient rendu l’identification possible. <https://www.sciencealert.com/scientists-recreate-genome-of-famous-18th-century-icelander-hans-jonatan>

Seconde Guerre mondiale. Les Archives Nationales britanniques ont annoncé un projet de catalogage d’après le patronyme d’environ 190’000 fiches des “personnes capturées sur le territoire occupé par l’Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale.” Une fois les informations enregistrées dans la base de données, les Archives “donneront accès aux documents concernant les personnes nées il y a plus de cent ans ou dont le décès est attesté.” <http://blog.nationalarchives.gov.uk/blog/opening-prisoner-war-collection/>

Les Archives Nationales du Chili ont ouvert au public, “après les avoir restaurés, plus de 1’000 documents secrets relatifs aux opérations du ‘Department 50’, une unité de police dont l’action a permis de démanteler les cellules d’espions nazis qui opéraient en Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale”, relate *EFE Al Dia*. <http://aldianews.com/articles/culture/chile-archive-presents-restored-documents-wwii-era-probe-nazi-cells/51257>

Une exposition sur le camp croate de concentration de Jasenovac, créé par le régime Oustachi pendant la Seconde Guerre mondiale, a été inaugurée aux Nations Unies. La Croatie a critiqué l’exposition, organisée par la Serbie, jugeant que son objectif était “d’identifier la Croatie au fascisme et de ternir son image internationale”, rapporte le réseau *BIRN*. Une partie de la controverse porte sur l’estimation du nombre de victimes qui périrent dans le camp. Le Musée-Mémorial de Jasenovac a collecté les noms de toutes les victimes “au moyen de listes de noms, de documents, de confirmations et de vérifications de décès par les proches” et a établi à présent une liste de 83’145 victimes ; cependant, certaines estimations serbes avancent le nombre élevé de 700’000 victimes voire même 1,1 million. http://www.balkaninsight.com/en/article/croatia-s-jasenovac-death-toll-a-political-numbers-game-01-31-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=cdb9ac1d67-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-cdb9ac1d67-319755321

Torture. L'État américain de Caroline du Nord accueillait avant 2007 l'entreprise Aero Contractors, une société de façade de la CIA (Central Intelligence Agency), chargée du transport aérien des personnes capturées par les États-Unis vers les lieux de détention et d'interrogatoire, selon un rapport du *Guardian*. Entre 2001 et 2004, deux avions d'Aero Contractors "transportèrent approximativement 80% de toutes les personnes transférées extrajudiciairement" par la CIA durant ces années, atterrissant plus de 800 fois dans différents pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord." La Commission d'enquête sur la torture de Caroline du Nord, un groupement non gouvernemental, agit en qualité de commission de la vérité et a tenu une audience de deux jours lors de laquelle 20 témoins ont témoigné "des dommages causés par les opérations de rendition* d'Aero". La Commission "réclame la publication des documents officiels de l'administration du comté et de l'État, recherche et collecte des témoignages sur les séquelles durables infligées par les vols de rendition* d'Aero. Elle prévoit de publier son rapport final cet été." [*Rendition: remise extrajudiciaire secrète à la CIA d'un prisonnier, transféré d'un pays à un autre, hors des procédures judiciaires normales.] https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/17/cia-rendition-flights-north-carolina-citizens-commission?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=260793&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan / États-Unis. Un rapport de l'Inspecteur Général des États-Unis pour la Reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), finalisé en juin 2017, a été publié en janvier 2018 seulement et dans une version lourdement expurgée. Selon ce rapport, les autorités militaires américaines ont reporté de 2010 à 2016 et dans 5'753 occasions des "violations grossières des droits humains", dont des abus sexuels commis sur des enfants par le personnel militaire afghan. Le Département américain de la Défense (DOD) et le Département d'État détiennent des dossiers à ce sujet. Le SIGAR a recommandé "l'établissement d'un système unique de suivi pour les violations grossières des droits humains survenant en Afghanistan qui seraient reportées ; ce système devrait être accessible à toutes les parties prenantes du DOD et du département d'État, avec des directives sur les modalités d'enregistrement dans le système." <https://sigar.mil/pdf/inspections/SIGAR%2017-47-IP.pdf>

Asie du Sud-Est. *Reuters* a rapporté que le Sultanat de Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande "ont inauguré un pacte de renseignement, l'initiative 'Our Eyes'. Les États signataires ont déclaré que le pacte vise à combattre "les militants islamistes" et à améliorer la "coopération en matière de sécurité." Ils prévoient de "développer une base de données commune sur les extrémistes violents". Il n'a pas été précisé qui serait responsable de gérer cette base de données. <http://www.straitstimes.com/asia/se-asia/south-east-asian-states-launch-intelligence-pact-to-counter-islamist-threat>

Bangladesh / Myanmar. Les deux pays ont convenu de rapatrier au Myanmar, sur une base volontaire et dans un délai de deux ans, les Rohingyas réfugiés au Bangladesh. Les premiers retours ont cependant été ajournés. Le commissaire du Bangladesh chargé du secours aux réfugiés et de la réintégration a expliqué à *Reuters* que le délai était dû "au fait que le processus de collecte et de vérification des listes de personnes n'était pas achevé." Les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies ont émis des critiques sur le rapatriement qu'ils estiment prématuré, craignant pour les personnes rapatriées les hostilités auxquelles elles seront confrontées. <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-rohingya-repatriation/bangladesh-says-start-of-rohingya-return-to-myanmar-delayed-idUSKBN1FB0KG>

Canada / Chine. Le laboratoire canadien interdisciplinaire basé à l'Université de Toronto, Citizen Lab, a publié un rapport sur ses huit mois de surveillance d'une "opération de phishing" (hameçonnage) concentrée principalement sur les

organisations et les activistes tibétains. Les chercheurs ont estimé que les “leurres utilisés pour hameçonner, des faux domaines enregistrés comme des services de messageries populaires, des fausses pages de login, des messages ciblés destinés à certaines personnes ou organisations etc.” n’ont coûté aux auteurs de l’opération d’“espionnage numérique” que \$ 1’068.- <https://deibert.citizenlab.ca/2018/01/year-life-phishing-operation/>

Mexique / États-Unis. Le procès aux États-Unis du “seigneur de la drogue” mexicain, Joaquín Guzmán Loera, connu sous le nom d’El Chapo, a été repoussé. Ses avocats ont expliqué que la quantité des preuves rassemblées par le gouvernement “avait mis à dure épreuve leur capacité à préparer la défense”, selon le *New York Times*. “Plus de 300’000 pages de documents et des milliers de conversations enregistrées en secret”, ces dernières “sans le bénéfice d’un index”, ont été remises à la défense.” <https://www.nytimes.com/2018/01/12/nyregion/el-chapo-trial-postponed.html>

Guerre au Moyen-Orient. Le *Guardian* a qualifié les guerres aériennes des États-Unis “de plus en plus aveugles, de plus en plus opaques” et a cité des sources statistiques de l’organisation non gouvernementale Airwars, selon lesquelles “en 2017, les frappes aériennes de la coalition en Irak et en Syrie ont augmenté de 50% plus nombreuses en comparaison avec 2016 ; 215% de morts civiles supplémentaires ont été comptées.” En outre, un autre groupe non gouvernemental, le Bureau of Investigative Journalism, a communiqué que “plus de frappes américaines ont eu lieu en 2017 au Yémen que pendant les quatre années précédentes cumulées.” https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/23/us-air-wars-trump?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=261535&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Un rapport tout aussi affligeant est parvenu du Réseau syrien pour les droits humains (Syrian Network for Human Rights, organisation non gouvernementale) : “pas moins de 774 civils ont été tués en janvier par les parties belligérantes en Syrie, dont 550 tuées directement par les forces de l’alliance syro-russe.” Ce rapport se fonde sur “le suivi continu des nouvelles et des évolutions, sur un vaste réseau de relations comprenant des dizaines de sources variées, ainsi que sur l’analyse d’un grand nombre de photographies et de vidéos.” <http://sn4hr.org/blog/2018/02/01/51521/>

L’organisation non gouvernementale ASOR Cultural Heritage Initiative a communiqué qu’une frappe aérienne des forces armées turques a causé “de lourds dégâts” à une partie du temple datant du début de l’Âge du fer, dans le site archéologique de Tell Ain Dara, “un exemple important de l’architecture religieuse syro-hittite et la structure la plus largement fouillée de son genre en Syrie.” ASOR a recouru à la vidéo, aux photographies et aux images par satellite pour analyser les dégâts. La frappe aérienne a été effectuée dans le cadre de l’action militaire turque en territoire syrien visant à créer une “zone tampon”, afin de barrer aux Kurdes de Syrie l’accès à la frontière turque. <http://www.asor-syrianheritage.org/update-ain-dara/>

Dans deux récits liés entre eux, le *Guardian* décrit “comment l’État islamique gouverna une cité”, ici Mossoul en Irak. “L’EiIL commença par un vaste recensement de la population de Mossoul. Le personnel de l’armée et de la police, les docteurs, les infirmières, les ingénieurs et les enseignants furent tous enregistrés, avec leurs familles. Chaque magasin, chaque fabrique, chaque propriété commerciale fut recensé et enregistré en fonction de la religion et de la confession de ses propriétaires.” L’EiIL “abolit toutes les structures étatiques existantes et les remplaça”, mais les “fonctionnaires de l’État continuèrent de mettre des notes aux dossiers, d’écrire des inventaires dans de grands registres et de demander des ordres écrits de leurs supérieurs avant d’entreprendre une action.”

https://www.theguardian.com/cities/2018/jan/29/bureaucracy-evil-isis-run-city-mosul?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=262182&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Al Jazeera a publié un nouvel article sur le transfert prévu de documents de la communauté juive d'Irak aux autorités irakiennes. Ces documents avaient été découverts par des soldats américains dans la cave du siège de la police irakienne et avaient été transférés en 2003 aux États-Unis pour y être restaurés. <http://www.aljazeera.com/news/2018/01/iraqi-jewish-archive-triggers-traumatic-memories-180122153032515.html>

Somalie / États-Unis. Le *Guardian* a tenté de déterminer combien d'attaques aériennes avaient été conduites par les États-Unis et de combien de victimes ces attaques étaient responsables. Les victimes civiles sont en hausse, jusqu'à atteindre "un nombre sans précédent" en 2017. https://www.theguardian.com/world/2018/jan/23/somali-citizens-count-cost-of-surge-in-us-airstrikes-under-trump?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=261535&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Nouvelles nationales.

Allemagne. L'Office fédéral en charge des archives de la Stasi a annoncé la suspension des travaux de reconstruction virtuelle des documents de la Stasi (Ministère de la Sécurité d'État de la RDA). Ceux-ci avaient été déchirés à la main ou mis en pièces par des broyeuses à la fin du régime communiste. Le système de scannage n'est en effet pas assez développé pour répondre à ce défi. Les archives espèrent que les progrès technologiques permettront de reprendre le projet plus tard cette année. Entretemps, comme le relate le *Guardian*, "une petite équipe continuera d'assembler manuellement les pièces du puzzle" en reconstituant les pages déchirées. <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/03/stasi-files-east-germany-archivists-losing-hope-solving-worlds-biggest-puzzle>

Burundi. Lors des Rencontres de Bamako, la biennale africaine de la photographie au Mali, *Courrier international* a interviewé le photographe burundais Teddy Mazina sur ses photographies de la répression au Burundi. Mazina a fui le Burundi après les violences qui ont suivi la réélection du président Nkurunziza. Teddy Mazina s'appelle lui-même "un activiste de la mémoire" et a documenté, avec d'autres militants, "près de 800 cas de disparitions forcées, de meurtres, de viols ou de torture." <https://www.courrierinternational.com/article/photographie-un-activiste-de-la-memoire-contre-le-regime-burundais>

Cambodge. Le Ministère de la Culture et des Beaux-Arts a lancé un projet de préservation et de numérisation des archives conservées par le Musée du Génocide Tuol Sleng. Le projet, financé par l'Agence de Coopération Internationale de Corée et l'UNESCO, doit créer une base de données qui inclura "des documents biographiques des prisonniers, des gardiens et des fonctionnaires de la prison ; des négatifs de film et des microfilms originaux ; les listes des personnes exécutées et des prisonniers libérés ; les registres journaliers et les pièces documentant les méthodes de surveillance de l'ennemi", écrit le *Khmer Times*. <http://www.khmertimeskh.com/50105225/project-to-digitise-prison-history/>

Canada. Les procès liés à l'ancien système de pensionnats pour les enfants des Premières Nations continuent à faire les gros titres des journaux, ainsi que le rapporte *CBC News*. (1) Un juge de la province de l'Ontario a décrété que "Ottawa peut continuer de refuser la valeur de preuve aux transcriptions de témoignages etc., établies par la police et le tribunal, lors de l'examen des demandes de dédommagement des pensionnaires survivants de St. Anne, suite à des abus entre étudiants." La discipline au pensionnaire autochtone de St. Anne était particulièrement brutale. <http://www.cbc.ca/news/indigenous/st-annes-court-rules-opp-transcripts-can-be-rejected-as-evidence-1.4478665> (2) Un juge de la province de Colombie Britannique a décrété que le tribunal "constitué pour évaluer les plaintes d'abus déposées par d'anciens pensionnaires survivants" avait le droit de ne pas réexaminer "les plaintes déjà rejetées par le passé,

même si elles sont basées sur de nouvelles preuves.”
<http://www.cbc.ca/news/canada/north/northern-clients-residential-school-claims-lawyer-1.4502484>

Bibliothèque et Archives Canada (BAC/LAC) a refusé l'accès à un document de mars 1920, intitulé "Compulsory removal to hospitals of sick children" [Déplacement forcé d'enfants malades à l'hôpital]. BAC a invoqué le "secret professionnel liant un avocat à son client" pour justifier sa réponse négative à la demande de consultation, précisent les *CBC News*. <http://www.cbc.ca/news/indigenous/archives-secret-document-indigenous-children-removal-hospital-1.4513267>

Le Canada a nommé un ombudsman (médiateur) canadien indépendant pour la responsabilité sociale des entreprises (CORE), le premier du genre dans le monde. "CORE sera chargé d'enquêter sur les accusations de violations des droits humains par des entreprises canadiennes menant des activités à l'étranger."
https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2018/01/the_government_ofcanadabringsleadershipto responsiblebusinesscond.html

Chine. La Chine mit en place en 1958, dans un site appelé 'Plant 221', des ateliers, des laboratoires et d'autres structures à Jinyintan, dans la province du Qinghai Province, pour construire des armes atomiques. Les fermiers et les éleveurs de bétails furent expulsés de la zone; un officier de police, qui avait enquêté en 1963 sur les évacuations, a déclaré au *New York Times* avoir fait un rapport sur les méthodes d'expulsion "barbares". Pendant la Révolution culturelle, "des fonctionnaires gardèrent en détention et interrogèrent environ 4'000 travailleurs employés pour le projet nucléaire, dont 50 environ furent exécutés", a déclaré un physicien à la retraite qui avait travaillé sur le site. Permettre l'accès aux archives du programme nucléaire et de la police fournirait des preuves essentielles pour déterminer un dédommagement des victimes. <https://www.nytimes.com/2018/01/20/world/asia/china-jinyintan-atomic-city.html>

Colombie. La restitution des terres par le gouvernement et le programme de délivrance de titres de propriété a commencé en 2011. "Des centaines de milliers d'hectares volés ou abandonnés pendant les cinquante ans de guerre civile en Colombie ont été restitués à leurs propriétaires légitimes" rapporte la *Thomson Reuters Foundation*. Cependant, "près de 271 demandes collectives afro-colombiennes attendent une décision" et représentent environ deux millions d'hectares de terre. Du fait que la question de la propriété n'est pas résolue, les communautés afro-colombiennes "sont en danger d'être chassées de leurs terres par les intérêts économiques en présence", avertissent les chercheurs de l'Université Javeriana de Bogota. <http://news.trust.org/item/20180117222942-p8jay/>

Danemark. Plus de 1'000 "jeunes" ont été accusés de pédo-pornographie après avoir partagé une vidéo en ligne filmant un rapport sexuel entre deux jeunes de 15 ans, selon un article d'*UPI*. La vidéo fut finalement signalée par Facebook, qui alerta l'U.S. National Center for Missing and Exploited Children. L'organisation américaine alerta Interpol qui contacta les autorités danoises. Selon le *New York Times*, les personnes qui seront jugées coupables n'iront "vraisemblablement pas" en prison mais les condamnations figureront dans leur dossier personnel pendant 10 ans, ce qui les exclura de certains emplois. https://www.upi.com/Top_News/World-News/2018/01/16/More-than-1000-Danish-youths-charged-in-child-revenge-porn-case/2391516081408/

Egypte. Le groupe de médias indépendant Mosireen "a inauguré sur Internet 'ses archives de la résistance', intitulées 858" pour le nombre d'heures d'enregistrements vidéo filmés pendant la révolution de 2011, rapporte *The Atlantic*. Mosireen "a permis aux vidéastes qui le désiraient de rendre leur matériel accessible au public. En cas de don anonyme ou lorsque l'auteur ne pouvait être contacté, Mosireen a dû évaluer le risque que les autorités égyptiennes puissent utiliser le contenu de la vidéo pour poursuivre les personnes filmées." <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/01/an-internet-archive-rekindles-the-egyptian-revolutions-spirit/551489/>

Espagne. L'association Innovation and Human Rights a annoncé avoir créé la “première base de données recensant les personnes décédées, disparues ou victimes de représailles pendant la guerre civile espagnole et la dictature de Franco”, compilée sur la base de 89 sources différentes. <http://www.carlapedret.cat/first-central-database-victims-spanish-civil-war-franco-regime/>

États-Unis. La National Security Agency (NSA) “doit pour obéir aux ordonnances judiciaires conserver depuis 2007 ses données sur certains de ses efforts de surveillance”, entre autres les écoutes électroniques effectuées sans mandat suite aux attaques terroristes contre les États-Unis de 2001. *Politico* rapporte en janvier que la NSA a déclaré à la justice “ne pas avoir conservé le contenu des communications Internet interceptées entre 2001 et 2007” et que les “enregistrements de sauvegarde, qui auraient pu atténuer le non-respect de l'obligation légale, ont été effacés en 2009, 2011 et 2016.” <https://www.politico.com/story/2018/01/19/nsa-deletes-surveillance-data-351730> Entretemps, la loi qui autorise l'Agence Nationale de Sécurité à effectuer son travail de surveillance a été prolongée de six ans. <https://www.engadget.com/2018/01/20/trump-signs-bill-extending-nsas-warrantless-surveillance/>

Human Rights Watch a publié un rapport sur l'usage par le gouvernement fédéral de méthodes secrètes pour identifier ou enquêter sur des personnes suspectées d'activités criminelles. Le rapport est basé sur des décisions judiciaires, des transcriptions, des dossiers et autres documents des tribunaux provenant de 95 affaires criminelles jugées par des tribunaux fédéraux ou d'État, sur des entretiens, sur les documents obtenus par le biais du Freedom of Information Act, ainsi que sur les documents révélés par Edward Snowden et Chelsea Manning. <https://www.hrw.org/report/2018/01/09/dark-side/secret-origins-evidence-us-criminal-cases>

Des analystes militaires ont examiné une carte de localisation des personnes qui utilisent l'application créée par une entreprise dans un programme de suivi de leur forme physique. Selon leurs observations, rapportées par *The Guardian*, “la carte est assez détaillée pour divulguer potentiellement des informations très sensibles sur une sous-catégorie des utilisateurs” : elle permet de localiser le personnel militaire en service actif. <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/28/fitness-tracking-app-gives-away-location-of-secret-us-army-bases>

D'après deux groupes humanitaires basés en Arizona, les agents américains chargés de la surveillance des frontières “vandalisent les réservoirs d'eau et autres réserves de survie déposées pour les migrants dans le désert d'Arizona, condamnant ceux-ci à mourir de soif” rapporte *The Guardian*. Entre mars 2012 et décembre 2015, sur une surface de plus de 2'000 km² du désert du Sonora, “les bénévoles ont retrouvé des litres d'eau vandalisés à 415 occasions, en moyenne deux fois par semaine.” “Une analyse statistique des différentes juridictions territoriales — les forêts nationales, les fiducies foncières d'État [state trust land] et les terrains privés — identifie les gardes-frontières comme le seul groupe qui ait un accès régulier et fasse preuve d'une présence constante dans ces trois territoires.” Pendant la période examinée, le médecin légiste du comté a reçu “les dépouilles d'au moins 593 personnes ayant franchi la frontière.” https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/17/us-border-patrol-sabotage-aid-migrants-mexico-arizona?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=260793&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Grâce à “des données représentatives au niveau national”, tirées de l'enquête *National Health Interview Survey*, menée entre 2014 et 2016 par les U.S. Centers for Disease Control and Prevention, des chercheurs ont pu établir que 2,4% des enfants américains âgés entre 3 et 17 ans – soit 1 enfant sur 41 – étaient diagnostiqués autistes. Ce taux est considérablement supérieur à la précédente estimation, de 1,46%. Un des chercheurs a déclaré que les résultats devraient conduire à redéfinir les

priorités futures en matière de “recherche, service, politique” et qu’ils prouvaient le besoin d’un personnel accru pour la prise en charge des enfants autistes. https://now.uiowa.edu/2018/01/ui-analysis-finds-more-children-are-diagnosed-autism-previously-thought?utm_source=IANowAlumni&utm_campaign=IANowAlumni-1-16-2018&utm_medium=autism

L’ONG Polaris, qui lutte contre l’esclavage, a publié un rapport selon lequel “des trafiquants américains ont fait un profit annuel de \$ 2,5 milliards en contraignant des femmes”— habituellement des nouvelles immigrantes endettées et sans compétences linguistiques—“à avoir des rapports sexuels dans des salons de massage.” Polaris a d’abord travaillé “sur un simple fichier de données de Rubmaps.com, une plateforme pour les clients de l’industrie du sexe, filtré pour en extraire les entreprises légales.” Après ce premier filtrage, Polaris a ajouté les données tirées des informations publiées par “Thomson Reuters CLEAR et des sources en accès libre, parmi lesquelles des documents et des inscriptions économiques, des articles de presse, des déclarations de revenus, des informations financières, des prescriptions légales ou émises par la commission de régulation des salons de massage, des sites en ligne de commerce du sexe, Yelp, Groupon, ainsi que des données géospatiales.” Ont été également utilisées “les données quantitatives et qualitatives concernant 484 survivantes et plus de 375 affaires”, obtenues de représentants de la loi ; des documents “concernant 32 affaires criminelles fédérales au niveau du gouvernement fédéral et de l’État” ; et enfin l’analyse sur 21 mois de la couverture de presse des événements concernant le trafic d’êtres humains. Au total, les analystes ont utilisé “plus de 60’000 éléments de données” pour analyser au niveau national les activités économiques illégales des salons de massage. <https://polarisproject.org/sites/default/files/Full%20Report%20-%20Human%20Trafficking%20in%20Illicit%20Massage%20Businesses.pdf>

États-Unis / Californie. “Le bureau du procureur du district, dans le comté de Los Angeles, a lancé une grande enquête sur les cas criminels impliquant des députés inscrits par le département du shérif sur une liste secrète. Celle-ci indiquait quels étaient les fonctionnaires dont les malversations pouvaient décrédibiliser leurs témoignages devant un tribunal”, selon le *Los Angeles Times*. Le *Times* mentionne une version de la liste datant de 2014, comprenant les noms de 277 députés, lesquels auraient été “des témoins potentiels dans plus de 62’000 inculpations pour crime depuis 2000.” <http://beta.latimes.com/local/lanow/la-me-district-attorney-review-brady-list-20180112-story.html#nws=mcnewsletter>

“San Francisco appliquera avec un effet rétroactif la récente légalisation par la Californie de la marijuana : les condamnations y relatives pour infraction et crime antérieures seront annulées ou adoucies jusqu’en 1975,” selon le *Los Angeles Times*. “Près de 5’000 condamnations pour crime en lien avec la marijuana seront examinées, révisées et rejugées. Plus de 3’000 infractions jugées [avant que la loi ne soit promulguée] seront classées et fermées”, purgeant ainsi les dossiers des “crimes qui pourraient entraver la recherche d’un emploi et d’un logement.” <http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-san-francisco-marijuana-20180131-story.html#nws=mcnewsletter>

États-Unis / Kentucky. L’administration Trump a approuvé la proposition du Kentucky d’exiger des bénéficiaires du programme Medicaid une contrepartie sous forme de travail. La plupart devront s’acquitter d’une prime mensuelle afin de conserver leur assurance et afin de “documenter les périodes où ils ont travaillé ou poursuivi des travaux.” L’État pense que cette mesure permettra de réduire de 100’000 personnes le nombre de participants au programme d’ici cinq ans. Comme l’annonce le *New York Times* en manchette, “Vous détestez la paperasserie? Les assurés de Medicaid vont s’y noyer.” https://www.nytimes.com/2018/01/18/upshot/medicaid-enrollment-obstacles-kentucky-work-requirement.html?rref=collection%2Fsectioncollection%2Fhealth&action=click&contentCollection=health®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=6&pgtype=sectionfront&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=6404502ccc-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-6404502ccc-149736437

États-Unis / Louisiane. Bayou Bridge LLC projette la construction d'un pipeline d'une longueur de près de 260 km pour transporter du pétrole brut à travers l'État de Louisiane. Les opposants ont déposé une pétition auprès du tribunal de l'État en vue d'obtenir de la compagnie qu'elle remette "les communications échangées entre les fonctionnaires du gouvernement, les régulateurs, les chercheurs de la LSU [Louisiana State University] et les lobbyistes, ainsi que les documents d'entreprise échangés entre la compagnie et les entreprises de sécurité privée, et enfin tout document attestant de la façon dont la compagnie gérait ses relations publiques sur les questions de sécurité." Les opposants au projet ont également fait valoir que " le bureau du gouverneur ne remplit pas son obligation de communiquer les documents publics relatifs au projet." Voir le compte-rendu de *The Advocate* http://www.theadvocate.com/baton_rouge/news/environment/article_e20e6c78-fba9-11e7-bc07-6774af2be0d2.html

France / Polynésie. La ministre des Outre-mer a mis en place lors de sa visite à Papeete le comité chargé de bâtir le projet de l'Institut d'archives et de documentation sur le fait nucléaire en Polynésie française (comprendre : les essais nucléaires). <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahti/polynesie-francaise/institut-memoire-documentation-nucleaire-tahiti-553209.html>

Gambie. L'ancien président Yahya Jammeh avait fait la promotion d'un faux traitement contre le SIDA et l'avait administré à des patients, les filmant lors du traitement et diffusant le film à la télévision d'État. Aucun patient ne fut guéri et plusieurs moururent. Les victimes survivantes rassemblent des preuves pour tenter une action en justice contre le président, en exil en Guinée équatoriale. <http://news.trust.org/item/20180125000128-fq2et/>

Guatemala. "Une nouvelle base de données ADN et un registre des criminels sexuels devraient faire augmenter au Guatemala le nombre de condamnations pour abus sexuel envers un enfant", rapporte la *Thomson Reuters Foundation*. La nouvelle législation "impose aux personnes travaillant avec des enfants de fournir un certificat attestant ne pas avoir été condamnées par le passé pour des crimes sexuels. Tous les employeurs sont par ailleurs obligés de vérifier les antécédents de leurs employés par le biais d'un nouveau registre des criminels sexuels." La loi est entrée en vigueur au début de l'année. Au 26 janvier, "plus de 223'000 certificats" ont été établis et plus de 30 personnes travaillant dans des écoles ont été identifiées comme ayant déjà été condamnées pour des abus sexuels envers des enfants, selon l'organisation non gouvernementale International Justice Mission. <http://news.trust.org/item/20180126165626-breuj/>

Haïti. Les Archives Nationales d'Haïti ont inauguré un important projet d'enregistrement de tous les Haïtiens ; le gouvernement estime que 3 des 11 millions d'Haïtiens ne sont pas enregistrés. Le projet poursuit trois objectifs: (1) enregistrement des personnes n'ayant jamais été recensées; (2) correction des données concernant les personnes enregistrées qui n'apparaissent pas dans les documents "par manque de professionnalisme des employés de l'état civil" ; (3) création d'un certificat de naissance et attribution d'un Numéro National d'Identification pour chaque nouveau-né. Une base de données sera créée par les Archives Nationales, l'Office National d'Identification, la Direction Générale des Impôts ainsi que la Direction de l'Immigration et de l'Émigration "afin de faciliter la réponse administrative aux requêtes liées à des questions d'identité", selon l'article dans *Le National*. <http://www.lenational.org/vers-restructuration-archives-nationales-dhaiti/>

Inde. Deux organisations non gouvernementales ont mené dans les plus grandes villes indiennes des entretiens avec 300 femmes transgenres travaillant dans l'industrie du sexe. Le recensement indien de 2011 énumère un demi-million de personnes transgenres. Leur nombre réel est cependant estimé jusqu'à 2 millions, rapporte la

Thomson Reuters Foundation. “Les données officielles montrent” que la “prévalence VIH au sein de la communauté indienne transgenre est estimée à 7,5 %, taux bien plus élevé que la moyenne nationale de 0,3 %.” Les chercheurs ont fait une découverte alarmante, apprenant que la police “extorque couramment de l’argent aux travailleuses du sexe transgenres, ce qui contraint celles-ci à gagner davantage en s’engageant dans des relations sexuelles non protégées, d’où un risque accru de transmission du virus.” <http://news.trust.org/item/20180123102724-yan0e/>

“Le Bengale occidental comptabilise à lui seul 44% des cas de trafic d’êtres humains” en 2016 et “le plus grand nombre de signalements de disparitions d’enfants, selon les données officielles”, informe la *Thomson Reuters Foundation*. Un programme permet actuellement aux étudiants d’alerter les autorités sur des cas d’enfants victimes de coercition (trafic, mariage forcé de mineur) par le biais de boîtes à lettres installées dans des coins “discrets” des écoles ; plus de 20’000 étudiants de 200 écoles ont cherché de l’aide au Bengale occidental grâce à ces boîtes à lettres. L’UNICEF travaille à présent avec la police pour “étendre le programme à travers l’État.” <http://news.trust.org/item/20180102134836-xv7n6/>

Le gouvernement d’Assam a publié le “premier projet du Registre national des citoyens révisé (NRC).” Un article de l’Institute for Defence Studies and Analyses explique que “le NRC de 1951 a été actualisé et publié dans l’objectif d’établir une liste compilée des noms des véritables citoyens indiens résidents en Assam et de détecter les étrangers qui seraient entrés illégalement dans cet État après le 24 mars 1971 (comprenez les Bangladeshis).” L’auteur de l’article ajoute le commentaire suivant: “Comme un vrai système de gestion de la documentation n’existe pas dans notre pays, la plupart des personnes dont les noms n’apparaissent pas dans le NRC, auront beaucoup de difficulté à se procurer les documents requis, en particulier les certificats de naissance, pour prouver leurs relations avec les personnes dont les noms apparaissent dans les documents de référence, et donc pour établir leur citoyenneté.” Dans un euphémisme, l’auteur écrit que le NRC “a suscité de sérieuses inquiétudes chez les personnes dont les noms ne figurent pas dans la liste.” http://www.eurasiareview.com/07012018-publication-of-indias-national-register-of-citizens-positive-step-but-what-next-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Selon les *UCA News*, les données officielles chiffrées de l’État occidental du Maharashtra montrent que le nombre de “personnes converties au christianisme reste presque identique au nombre de chrétiens abandonnant leur religion”, réfutant les affirmations selon lesquelles les missionnaires chrétiens “attireraient des milliers de gens au christianisme”. Dans sept États indiens – exception faite du Maharashtra –, une loi “criminalise le fait de se convertir à une autre religion sans en avertir les autorités gouvernementales.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG 2015-08*. http://www.eurasiareview.com/29012018-india-states-data-debunks-myth-about-christian-conversions/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Le gouvernement d’Andhra Pradesh (AP) crée son propre service d’archives d’État, apparemment dans l’intention d’inclure des copies des archives coloniales britanniques, comme le rapporte *The Hindu*. Il est inquiétant de lire dans le journal le propos suivant : “Les sources anglaises seront, si nécessaire, modifiées pour corriger toute erreur factuelle.” Suite à la partition de l’Andhra Pradesh en 2014, le nouvel État du Telangana a hérité des Archives d’État détentaires des sources anglaises. <http://www.thehindu.com/news/national/andhra-pradesh/state-plans-to-have-own-archives/article22432167.ece>

Indonésie. Le gouvernement a inauguré une nouvelle agence cyber sécurité, “pour lutter contre l’extrémisme religieux en ligne et contre le flot de fausses nouvelles dans les réseaux sociaux”, et “renforce avec près de 600 employés supplémentaires sa

police antiterroriste, dans le but de réprimer les groupes se situant dans la mouvance de l'état islamique et autres militants”, selon le rapport de l'AFP. Un expert de la protection de la vie privée sur Internet a cependant exprimé sa préoccupation quant à la “possible menace contre le droit à la vie privée que pourrait représenter la nouvelle agence”. Les archives de l'agence demanderont une gestion prudente et rigoureuse. <http://www.freemalaysiatoday.com/category/world/2018/01/03/indonesia-launches-cyber-agency-to-tackle-extremism-fake-news/>

Iran. La Bahá'í International Community a inauguré le site internet intitulé “Archives of Bahá'í Persecution in Iran” (Archives de la persécution bahá'ie en Iran), rapporte l'*Iran Press Watch*. “Des milliers de documents et de rapports officiels, des témoignages, des documents audiovisuels sont ainsi rendus accessibles au public”. Ces documents prouvent “la profondeur et l'ampleur de la persécution”, a déclaré la représentante de la Communauté internationale bahá'ie auprès des Nations Unies à Genève. <http://iranpresswatch.org/post/18683/archives-chronicle-decades-bahai-persecution-iran/>

Israël. L'archiviste national sortant, Yaakov Lozowick, a publié un rapport sur l'état des archives gouvernementales ouvertes au public, comme le rapportent *Haaretz* et *+972 Blog*. Dans son introduction au rapport, il écrit : “La façon dont Israël gère ses archives n'est pas digne d'une démocratie”, soulignant le fait que seulement 1.29% des archives ont été ouvertes à la recherche. <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-state-concealing-embarrassing-documents-under-guise-of-security-1.5742528;> <https://972mag.com/what-secrets-israels-state-archive-hiding-from-the-public/132706/>

Des résidents juifs d'Israël, originaires du Yémen, ont affirmé que des milliers de leurs enfants avaient disparus dans les hôpitaux israéliens entre 1948 et 1954. Une commission spéciale de la Knesset (parlement) est chargée de l'enquête. L'Organisation internationale des femmes sionistes, bien qu'elle ait nié “pendant des années” avoir joué un rôle dans les disparitions, a consenti à donner accès à la commission à “tous les documents et dossiers afférents aux enfants concernés”, comme le rapporte *Jerusalem Online*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2017-06 et 2016-10, 11, 12. <http://www.jerusalemonline.com/news/in-israel/local/breakthrough-in-investigation-into-yemenite-children-affair-33544>

Japon. Le Ministère de la Santé du Travail et des Affaires sociales (Health, Labor and Welfare Ministry) a déclaré que, “depuis l'année fiscale 2014, 22 stagiaires étrangers sont décédés suite à des accidents de travail dans l'espace de trois ans”. 475 accidents en milieu professionnel auraient lieu en moyenne chaque année, “ce qui prouve que les travailleurs immigrés au Japon risquent de faire face à des conditions de travail dangereuses ou abusives,” écrit le *Japan Times*. <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/01/15/national/social-issues/foreign-trainee-fatality-data-highlight-safety-exploitation-issues-japan/#.Wl-9alwXAdV>

“Les organisations du gouvernement peuvent détruire, sans vérification par une tierce partie, des documents classifiés en vertu de la loi sur la protection des secrets spécialement désignés (Act on the Protection of Specially Designated Secrets), lorsque la durée de conservation de ces documents est fixée à moins d'un an.”, selon le rapport du *Mainichi*. Le président de l'organe de contrôle sur les secrets d'État de la Chambre des Représentants appelle à “des directives concrètes concernant la destruction.” La valeur apportée par les documents à des fins de défense des droits humains devrait être un critère retenu dans les directives. <http://mainichi.jp/english/articles/20180127/p2a/00m/0na/009000c>

Kenya. 4'329 propriétaires terriens furent contraints, il y a cinquante ans de cela, de quitter leurs terres pour permettre l'extraction de fluorure par la Kenya Fluorspar Company. Le gouvernement “s'est engagé à libérer des fonds pour dédommager les propriétaires concernés dans la présente année fiscale” rapporte le *Standard Digital*, mais d'après un commissaire de la National Land Commission, “il faut d'abord identifier

quels étaient les véritables propriétaires, avant de déterminer la hauteur de la compensation reçue par la communauté, car la possession des terres était communale.” Les registres de titres fonciers occupent à nouveau une place centrale dans le processus de compensation.
<https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001265226/kerio-valley-families-displaced-by-fluorspar-firm-to-get-compensation>

Les Pays-Bas financent le projet de construction d’un barrage (Bonyunyu Dam project) sur le cours d’eau Gucha. Les personnes qui seront déplacées par le projet “réclament la publication de l’étude de faisabilité et des rapports établissant l’impact sur l’environnement” ainsi que “la clarification de la question de la compensation,” rapporte *The Star*.
https://www.the-star.co.ke/news/2018/01/10/nyamira-residents-protest-against-sh5bn-water-project_c1695239

Kosovo. Le comité gouvernemental pour la Vérification et la Reconnaissance du Statut de Victime de Violence a annoncé accepter les requêtes dès le 5 février 2018. “Les femmes victimes de viol ou d’attaque sexuelle pendant la guerre de 1998-1999 peuvent prétendre à recevoir un paiement de prestation d’un montant mensuel maximum de € 220”, selon le rapport du réseau *BIRN*. “Certains experts estiment cependant que de nombreuses victimes survivantes ne se déclareront pas à la commission, du fait de l’opprobre liée au viol au Kosovo.”
http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-war-raped-to-apply-for-their-legal-status-01-30-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=a5194a799a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-a5194a799a-319755321

Malaisie. Un projet pilote prévoit d’établir un tribunal spécial dans l’État central de Selangor, chargé de recevoir et de juger rapidement les cas de trafic d’êtres humains, annonce la *Thomson Reuters Foundation*. Les sources gouvernementales font état de deux millions de travailleurs migrants enregistrés mais les groupes de défense des droits de l’homme estiment leur nombre bien plus élevé. Ils affirment que de nombreux travailleurs sont “victimes du trafic d’êtres humains et de servage pour dette.” L’établissement d’un système efficace d’archivage des dossiers judiciaires sera décisif pour la réussite du tribunal. <http://news.trust.org/item/20180115122716-b3qlz/>

Nigéria. Le groupe rebelle Boko Haram a publié deux vidéos le 15 janvier. La première vidéo montre 14 femmes déclarant faire partie des “Chibok girls” enlevées en 2014. L’une d’entre elles déclare qu’elles ont toutes épousé le chef de Boko Haram et qu’elles ne retourneront pas dans leurs familles. Dans la seconde vidéo, les rebelles semblent abattre ce qui paraît être un avion militaire, comme le rapporte avec prudence le réseau d’information *pulse.ng*. <http://www.pulse.ng/news/local/boko-haram-releases-new-video-chibok-girls-refuse-to-return-id7846685.html>

Royaume-Uni *The Times* rapporte que la police néglige de recourir à la “Clare’s law” pour alerter les victimes potentielles de la violence domestique. Cette loi, promulguée en 2014, permet à la police de communiquer des informations détenues par les autorités aux personnes en danger, soit sur demande ou à titre proactif. Les révélations sont laissées à la discrétion de la police. Une analyse des données officielles disponibles en Angleterre et en Pays de Galle, conduite par le Bureau of Investigative Journalism, a montré que “les taux de révélations s’élèvent entre 7% et 76% pour les requêtes de type ‘right to ask’ présentées par des femmes et des hommes concernés; et entre 3 et 98% pour les requêtes de type ‘right to know’ déposées par des fonctionnaires ou d’autres autorités, comme les professionnels de la santé.” <https://www.thetimes.co.uk/edition/news/police-fail-to-use-clare-s-law-for-domestic-violence-alerts-gbgvw3s5l>

Russie. Le *New York Times* présente le journal tenu par une femme emprisonnée en 1941 dans un camp de travail au Kazakhstan, un journal extraordinaire, temporairement exposé à Moscou dans le Gulag History Museum. Le journal fut

“escamoté hors du camp en 1946” et remis en 2009 à Zoya Eroshok, une célèbre journaliste russe. Celle-ci s’évertua à découvrir l’auteur du journal. Après avoir deviné qu’il s’agissait d’Olga Ranitskaya, la journaliste adressa des demandes d’information à son sujet “aux services d’archives de 15 différentes agences de la police secrète, à des tribunaux et d’autres organisations en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan” mais sans succès. Finalement, “Vasily Khristoforov, alors directeur des archives très secrètes, comme on le sait, du F.S.B. (Federal Security Service), agence qui succéda à la police secrète soviétique) proposa son aide. Il contacta plusieurs archives d’agences de sécurité, dont l’une en Ukraine, où il obtint le dossier de l’interrogatoire de Mme Ranitskaya après son arrestation.” <http://www.nytimes.com/2018/01/03/arts/design/gulag-museum-moscow-diary.html>

En 1997, l’historien Yuri Dmitriev et ses collègues de Mémorial, l’organisation de défense des droits de l’homme, découvrirent à Sandormokh le charnier où étaient enterrées les victimes des purges stalinienne. Les années suivantes, Dmitriev poursuivit ses recherches d’autres charniers. Il a été arrêté en 2016 sous l’accusation de diffusion de pédo-pornographie sur la base de photographies de sa fille d’adoption. “Fin décembre, un groupe d’experts a indiqué n’identifier aucun contenu pornographique dans les photographies, et le tribunal a refusé de prolonger sa détention au-delà du 28 janvier” mais a aussi ordonné “son envoi à Moscou pour subir des tests psychiatriques, et un nouvel examen des photographies par d’autres experts” selon le rapport du *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2018/01/11/world/europe/russia-historian-psychiatric-testing.html>

Suite au visionnement d’une photo marquante d’un bureau détruit par le feu, le *Daily Beast* a publié un reportage sur l’incendie criminel dont a été victime le 17 janvier le bureau de Mémorial, à Nazran (capitale d’Ingouchie), et sur l’arrestation du directeur de la branche de Mémorial en Tchétchénie, dont la maison et les bureaux ont été perquisitionnés. Un exemple inquiétant d’archives en danger. <https://www.thedailybeast.com/memorial-human-rights-activists-in-russia-face-arrest-arson-murder>

République Tchèque. Le *Prague Daily Monitor* décrit dans un article les archives des forces de sécurité tchèques : “près de 20 kilomètres linéaires de documents” et 157 employés. <http://www.praguemonitor.com/2018/01/30/czech-security-forces-archive-founded-ten-years-ago>

Soudan du Sud. Le président Kiir a fait écouter des enregistrements pour prouver que le général Paul Malong Awan, ancien chef de l’armée, encourageait les officiers à la rébellion contre le gouvernement, d’après la *Sudan Tribune*. Awan, en exil au Kenya, a nié que la voix entendue dans l’enregistrement soit la sienne, et a déclaré “avoir personnellement acheté un enregistreur pour l’appareil de sécurité du Soudan du Sud, lorsqu’il y travaillait avant l’indépendance. Cet enregistreur peut entre autres fonctionnalités enregistrer la voix d’une victime et transformer l’enregistrement pour créer d’autres voix dans le but d’impliquer d’autres personnes.” <http://www.sudantribune.com/spip.php?article64444>

Tunisie. Les activistes issus de la société civile ont organisé un sit-in devant le siège de l’Instance Vérité et Dignité et demandé à connaître le plan de préservation des dossiers de la commission et des dossiers de plaintes déposés par les victimes. Les protestataires ont déclaré refuser la conservation des archives dans un pays tiers. Ils estiment les Archives Nationales capables de conserver tous ces dossiers. https://www.shemsfm.net/fr/actualites_tunisie-news_news-nationales/186204/sit-in-devant-le-siege-de-l-ivd-pour-reclamer-le-sort-reserve-aux-dossiers-des-victimes

Zimbabwe. “Le Président Emmerson Mnangagwa a ratifié le projet de loi sur la Commission National Peace and Reconciliation, ce qui rend opérationnelle la Commission nommée en 2016” par le précédent président Robert Mugabe, a rapporté *The Herald*. Une commission antérieure avait entre 1983 et 1984 enquêté sur les

événements survenus au Matabeleland mais son rapport final n'avait jamais été rendu public. Les documents de cette commission antérieure seraient utiles pour l'enquête en cours. <http://www.herald.co.zw/peace-and-reconciliation-commission-gets-down-to-business/>

Conférences, publications.

Le Centro Internacional para la Promoción de los Derechos Humanos (Argentine), swisspeace (Suisse) et le Centro Nacional de la Memoria Histórica (Colombie) organiseront ensemble à Buenos Aires, du 14 au 16 mars 2018, une conférence internationale sur les “Archives and human rights: an agenda to strengthen democracy.” Informations : www.cipdh.gob.ar/en.

L'Université indonésienne Sumatera Utara organise du 20 au 22 avril 2018, en coopération avec l'Association of Indonesian Higher Education Archives, un congrès et une conférence internationale sur le thème “Archives, Social Science, Humanities and Education (ICoASHE) 2018: Reform and Harmonization of Institutional Archives of Higher Education in the Information Technology”. Informations: <http://arsip.usu.ac.id/index.php/icoashe-2018#>

La Sedona Conference, un institut de recherche non gouvernemental spécialisé dans les questions juridiques, et particulièrement l'administration de la preuve électronique (e-discovery), a publié une version de travail pour consultation sur le thème “bring your own devices to work” (“faites travailler vos propres dispositifs”) [The Sedona Conference Commentary on BYOD: Principles and Guidance for Developing Policies and Meeting Discovery Obligations, Public Comment Version](https://thesedonaconference.org/publication/The%20Sedona%20Conference%20Data%20Privacy%20Primer?) ainsi qu'un ouvrage d'introduction, le “Data Privacy Primer.” <https://thesedonaconference.org/publication/The%20Sedona%20Conference%20Data%20Privacy%20Primer?>

Selon les rapports annuels de Freedom House, une organisation non-gouvernementale de défense des libertés démocratiques, “71 États ont connu un net déclin des droits politiques et des libertés civiles, alors que 35 seulement ont enregistré un gain en la matière. Ceci marque la douzième année consécutive de déclin de la liberté à un niveau global.” “Les pratiques de désinformation ont contribué à la baisse généralisée, pour la septième année consécutive, des libertés sur internet; y ont également contribué des perturbations accrues du service d'internet mobile et des attaques physiques et techniques croissantes contre les défenseurs des droits de l'homme et les médias indépendants.” <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2018>; <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/freedom-net-2017>

Rapport final du symposium du 10 janvier 2018 à Budapest, consacré aux droits des réfugiés à des documents (“Refugee Rights in Records Symposium”), sponsorisé par le Centre for Archive Studies de l'Université de Liverpool, le Center for Information as Evidence de l'Université de Californie, Los Angeles, ainsi que par la Blinken Open Society Archives de Budapest: http://www.osaarchivum.org/files/Final-Report_Symposium-on-Refugee-Rights-in-Records.pdf . Lire en complément *Gadgets 360*, “What Does a Smartphone Mean to a Refugee?” <https://gadgets.ndtv.com/apps/features/what-does-a-smartphone-mean-to-a-refugee-1798259>

Contributions sur le forum en ligne openGlobalRights : “Collecting, preserving, and verifying online evidence of human rights violations” et “Methodological choices in human rights research are political, not just technical” : <https://www.openglobalrights.org/collecting-preserving-and-verifying-online-evidence-of-human-rights-violations/>

Article dans *The Guardian* sur l'utilisation des drones dans la guerre et sur les risques encourus par les archives lors d'une guerre des drones (bien que cet aspect ne soit pas mentionné dans l'article): “The kill chain: inside the unit that tracks targets for US drone wars”: https://www.theguardian.com/world/2018/jan/23/the-kill-chain-inside-the-unit-that-tracks-targets-for-us-drone-wars?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=261535&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Pour les problèmes de déclassification d'archives, un exemple canadien :
<https://cihnic.ca/2018/01/29/skyhawk-skyshield-and-the-re-classification-of-canadian-history/>

Compte-rendu de NiemanLab sur le Offshore Journalism Project, dont le but est de “permettre aux éditeurs de nouvelles, et particulièrement à ceux provenant d’États européens où un dispositif législatif de droit à l’oubli existe, de préserver leur travail numérique en l’archivant dans des pays dont les lois protègent mieux la liberté d’expression.”: <http://www.niemanlab.org/2018/01/the-offshore-journalism-project-would-let-newsrooms-send-a-distress-signal-when-their-content-is-at-risk-of-being-lost-forever/>

Merci de partager des nouvelles avec nous en les envoyant à :
trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de Travail sur les Droits de l’Homme remercie ici la revue d’archivistique italienne en ligne, *Il Mondo degli Archivi*, de se charger de la distribution des *Nouvelles HRWG*.

Pour s’abonner aux *Nouvelles HRWG*, prière de compléter le formulaire disponible sur l’URL : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>